

## Au Burundi, l'opposition rencontre la CENI pour des discussions directes

RFI, 07 juillet 2010 C'est ce mercredi 7 juillet que débute au Burundi la campagne officielle pour les élections législatives de la fin du mois. Une campagne qui commence avec un premier signe d'ouverture, dans un pays en proie à une véritable crise électorale depuis les élections communales de fin mai, et la présidentielle boudée par l'opposition. Regroupée au sein de l'ADC elle a entamé mardi des discussions directes avec la Commission électorale, sous les auspices de la société civile.

A la fin de cette discussion mardi soir, tout le monde est resté discret, à commencer par la vice-présidente de la CENI, Marguerite Bukuru : « Le dialogue reprend, donc c'est une bonne chose. Nous avons changé et nous continuerons à changer mais nous sommes réservés à parler aux journalistes de cet échange ». Mais première évolution de la fin de cette discussion : l'opposition burundaise ne pose plus comme préalable son retour dans le processus électoral, la destitution de la CENI. Question : est-ce qu'il y a eu des avancées au cours de cette rencontre ? La responsable pluri-partis, du porte-parole de l'ADC (Alliance démocratique pour le changement), Léonard Nyangoma : « Aujourd'hui, nous avons fait un changement, le tout premier changement, autour d'un forfait sur toutes ces questions ». Hasard du calendrier ou pas, ces discussions ont débuté la veille de l'ouverture officielle de la campagne pour les législatives du 23 juillet au Burundi. Et nouveau signe d'ouverture, la commission électorale s'est dite prête à accueillir l'opposition. « La CENI reste flexible s'il y a une déclaration de candidature de la part de l'ADC et pour accueillir leur dossier tout en maintenant les délais légaux de cette campagne électorale », assure Marguerite Bukuru. Mais l'opposition, regroupée au sein de l'ADC, reste inflexible jusqu'ici.